

Bâle, Berne, Lausanne, 10 mars 2016

La version allemande fait foi

Accord commercial avec la Malaisie : pas de facilitation des importations d'huile de palme!

Dans le cadre du sixième cycle de négociations qui débutera ce lundi 14 mars avec la Malaisie, une large coalition d'organisations suisses¹ demande au Conseil fédéral d'exclure l'huile de palme de cet accord. Car cette production est très souvent synonyme de destruction de la forêt tropicale et de sa biodiversité et de violations des droits humains. Une réduction de la protection à la frontière par le biais d'un accord commercial ne ferait qu'accentuer ces problèmes et aurait également des conséquences négatives pour la production d'oléagineux en Suisse ainsi que pour la santé des consommateurs.

Dégâts environnementaux et violations des droits humains

Le développement massif de plantations d'huile de palme en Malaisie entraîne le défrichage de la forêt tropicale, particulièrement sur l'île de Bornéo, qui ne sera qu'accentué par une demande croissante provenant d'une facilitation de l'importation d'huile de palme en Suisse. Selon le programme des Nations Unies pour l'Environnement, la plantation de palmiers à huile est la principale cause de déforestation en Malaisie. Les violations des droits humains sur la population locale chassée de ses terres complètent ce triste tableau. Au Sarawak, l'un des deux États de Malaisie orientale situés sur l'île de Bornéo, plus de 80 cas de violations du droit à la terre ont été documentés et des communautés villageoises ont porté plainte contre des entreprises d'huile de palme. A cela s'ajoute encore des violations répétées des lois sur le travail dans les plantations industrielles, lesquelles vont jusqu'à des cas de travail forcé, voire d'esclavage.

Menace sur le secteur oléagineux suisse

Aujourd'hui déjà, les importations de Malaisie couvrent plus de la moitié des importations d'huile de palme en Suisse. Ceci notamment suite au quadruplement des importations ces cinq dernières années. La suppression des droits de douane prévue dans le cadre d'un accord de libre-échange pour une huile de palme produite dans de telles conditions mettra à nouveau la culture de colza suisse sous pression. Cela menacera l'entrée réussie de cette huile locale dans de nouveaux segments de marché; un succès provenant de nouvelles variétés encouragées par la Confédération. Par ailleurs, le colza est une culture importante dans la rotation.

Danger pour la santé des consommateurs

Une augmentation des importations d'huile de palme en raison de préférences tarifaires liées à un accord de libre-échange est également malvenue pour les consommateurs suisses. De par sa forte teneur en acides gras saturés, l'huile de palme est associée à une augmentation des risques de maladies cardio-vasculaires, contrairement à l'huile de colza qui contient un taux élevé en acides gras insaturés et est ainsi la source locale la plus importante d'omega-3.

La coalition formée d'organisations de développement, de droits humains, de consommateurs, de protection de l'environnement et de l'agriculture sont d'avis que les conditions de production de l'huile de palme en Malaisie ne sont pas acceptables. Des baisses de tarifs douaniers pourraient uniquement être accordées si un chapitre conséquent sur la durabilité de cette production était négocié, si la Malaisie se conformait aux standards internationaux sur les droits humains et si les normes fondamentales sur le travail étaient ratifiées tel que cela a été demandé par le Parlement suisse.

Contacts presse

Valentina Hemmeler Maïga, syndicat paysan suisse Uniterre, v.hemmeler@uniterre.ch, 079 672 14 07

Johanna Michel, Fonds Bruno Manser johanna.michel@bmf.ch, 079 868 45 15

Laurianne Altwegg, Fédération romande des consommateurs l.altwegg@frc.ch, 021 331 00 90

Andrea Koch, Fédération suisse des producteurs de céréales andrea.koch@fspc.ch, 031 381 72 03 / 076 216 11 20

¹ Fonds Bruno Manser (BMF), Pain pour le Prochain, Arbeitsgruppe Schweiz-Kolumbien (ASK), Fédération romande des consommateurs (FRC), Uniterre, Fédération suisse des producteurs de céréales (FSPC), Union suisse des paysans (USP)